

La privatisation du stationnement votée dans la douleur

La Ville estime le manque à gagner à 300 M€ par an à cause de la fraude. Mais le recours à des sociétés privées pour la verbalisation hérisse jusque sur les bancs de la majorité.

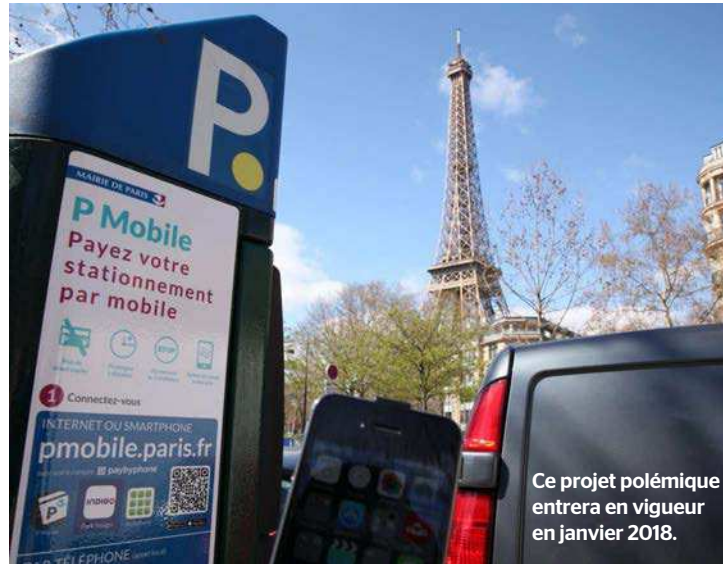
PAR CHRISTINE HENRY

La mairie de Paris veut en finir avec la fraude massive sur le stationnement payant dans les rues. Le conseil de Paris a décidé de confier le contrôle à des sociétés privées à partir de janvier 2018. Ce projet polémique a été adopté de justesse hier par les conseillers de Paris très divisés sur le sujet, certains redoutant « les primes au rendement » et un « matraquage des automobilistes ».

Cette réforme a pour objectif d'améliorer le recouvrement des recettes de stationnement. En effet, seuls 9 % des automobilistes passent par l'horodateur, occasionnant ainsi un manque à gagner estimé par la Ville à 300 M€ par an. C'est « une incivilité invraisemblable », s'est indigné Rémi Féraud, président du groupe PS. « C'est l'équivalent du budget de la sécurité à Paris ou celui des frais de fonctionnement des crèches parisiennes », a insisté Julien Bargeton, l'adjoint (PS) chargé des finances.

MISE EN GARDE CONTRE LES « CHASSEURS DE PRIMES »

Ce projet permettra aussi de transférer les 1 600 ASP (Agents de sécurité de Paris), aujourd'hui chargés de contrôler le stationnement, vers la nouvelle brigade de lutte contre les



Ce projet polémique entrera en vigueur en janvier 2018.

LP/OLIVIER BOITET

incivilités. « Ils se verront confier des missions plus valorisantes », a estimé l'exécutif.

Cette réforme a suscité des débats animés dans l'hémicycle, en particulier sur les bancs de la majorité municipale. Hostile à l'externalisation de la gestion du stationnement et favorable à la mise en régie de l'enlèvement des voitures, le groupe Communiste-Front de gauche a voté contre. « Pourquoi ne pas laisser sa chance au secteur public en modernisant ses outils pour une meilleure efficacité », s'est interrogé

Nicolas Bonnet Oulaldj, président du groupe. Favorables à une expérimentation en régie, les écologistes se sont finalement abstenus, à l'exception des trois adjoints écologistes qui ont voté pour.

La droite, qui avait conditionné ses voix à l'adoption d'un amendement portant sur la création d'une

police municipale, a voté contre. Cette réforme est un « pas timide dans la bonne direction », a convenu Philippe Goujon, député-maire du XV^e arrondissement, avant de passer à l'offensive : « Cette réforme est réclamée par notre groupe depuis des années. Vous préparez la guerre d'hier. »

L'UDI-MoDem a mis en garde contre les « chasseurs de primes », selon l'expression d'Eric Azière, le président de groupe, et demandé d'étudier la possibilité d'un « arrêt minute » gratuit d'un quart d'heure et d'une tolérance de même durée pour le stationnement. Les voix des centristes – bien que divisés – ont été décisives.

Cette réforme a été votée par 74 voix pour (socialistes et radicaux de gauche), 68 contre (communistes, Parti de gauche et Les Républicains) et 13 abstentions (écologistes). L'UDI-MoDem avait laissé la liberté de vote à ses élus.

La gestion des 140 000 places de stationnement en surface fera l'objet d'un appel d'offres au terme de l'élaboration d'un cahier des charges précis qui sera discuté dans les prochains mois.

Les alliés d'Anne Hidalgo font grise mine

LA MAJORITÉ d'Anne Hidalgo (PS) serait-elle en train de se fissurer ? En tout cas, ils sont plusieurs sur les bancs de gauche à grincer des dents. Il faut dire que les sujets de discorde sont nombreux en cette séance de conseil de Paris. Ce matin, les communistes et écologistes, ainsi que Danielle Simonnet du Parti de gauche, devraient désavouer la maire sur sa décision d'accorder 12 dimanches travaillés. Mais ce n'est pas le seul dossier où ils ont exprimé leur désaccord. L'extrême gauche est aussi vent debout sur la privatisation de la verbalisation du stationnement payant (voir ci-dessus).

« LORSQU'ON RETIRE UN DE CES PILIERS, ON TOMBE »

Sur ces différents dossiers, Anne Hidalgo a pu faire passer ses projets grâce aux voix de droite ou des élus centristes. Des « alliances de circonstance » que ses alliés de gauche ont du mal à digérer. « Je tire la sonnette d'alarme. La majorité repose sur quatre pieds, comme une chaise. Lorsqu'on retire un de ces piliers, on tombe », insiste Nicolas Bonnet

Oulaldj, le président du groupe Communiste-Front de gauche.

Les écologistes regrettent d'être mis devant le « fait accompli ». « Nous n'en sommes pas à un point de rupture, mais sur certains sujets, on aimerait bien que la discussion soit ouverte. Le contexte politique dans les prochains mois va être tendu pour eux comme pour nous, nous devons savoir comment nous allons aborder cette séquence », insiste David Belliard, coprésident du groupe EELV au conseil de Paris.

« Anne Hidalgo est dans le rapport de forces au lieu d'être dans le rapport de confiance », soupire l'autre coprésidente du groupe, Anne Souryris. Les deux leaders écologistes ont demandé à être reçus par la maire de Paris pour une explication face à face. Un rendez-vous devrait avoir lieu rapidement.

« Il n'y a pas péril en la demeure. Nous avons déjà eu des positions opposées sur des dossiers comme Roland-Garros ou les JO. Mais nous sommes d'accord sur l'essentiel », minimise-t-on dans l'entourage de la maire.

M.-A.G.